

L'apport de l'émigration algérienne en France dans le financement de la wilaya III

The contribution of Algerian emigration to France in the financing of Wilaya III

Pr. Leila HAMMOUD et Dr. Lyazid BIROUCHE

**Laboratoire Patrimoine, Communication et Mutations
Sociales**

Université de Bejaia

leila.hammoud@univ-beiaia.dz. lvazid.birouche@univ-beiaia.dz

Reçu le : 20- 07- 2022	Révisé le : 20 – 08 - 2022	Accepté le : 27 – 08 - 2022
-------------------------------	-----------------------------------	------------------------------------

Résumé : Le triomphe de la guerre de libération algérienne est dû à sa structuration à l'intérieur comme à l'extérieur. Aucune révolution ne peut durer dans le temps sans un financement. Au début, les finances étaient restreintes, la caisse du front de libération national ne couvrit pas toutes les dépenses. À la veille de la révolution ; Krim Belkacem, premier chef de la zone III, sollicita directement les riches de la région et récupéra des sommes d'argent du courant Messaliste. La situation financière, demeura ainsi jusqu'à la création du comité de coordination et d'exécution **CCE** et la désignation d'Omar Boudaoud en 1957, en tant que représentant de la fédération de France du **FLN (FF.FLN)**. Cette dernière, depuis sa création en 1955, était censée réussir le contrôle sur l'émigration et le financement des caisses du **FLN**. Les émigrés algériens, particulièrement ceux de la France, étaient pour les dirigeants du Front de libération national une seconde caisse. Des millions d'anciens francs français étaient collectés sur les différents territoires métropolitains et transférés ensuite en Algérie. Les dépenses, dans la wilaya III durant cette période, connurent une croissance remarquable jusqu'à l'indépendance.

Mots clés : Révolution algérienne, wilaya III, émigration algérienne, fédération de France du FLN

Abstract: The triumph of the Algerian liberation war is due to its internal and external structuring. No revolution can last over time without funding. At the beginning, the funds were restricted, and the national liberation front fund did not cover all expenses. On the eve of the revolution, Krim Belkacem, the first chief of Zone III, directly appealed to the wealthy of the region and recovered sums of money from the Messalist movement. The financial situation remained so until the creation of the coordination and execution committee (CCE) and the appointment of Omar Boudaoud in 1957, as representative of the federation of France of FLN (FF.FLN). The latter, since its creation in 1955, was meant to succeed in controlling emigration and financing FLN coffers. Algerian emigrants, particularly those in France, were a second fund for the National Liberation Front leaders. Millions of old French francs were collected in the various metropolitan territories and then transferred to Algeria. Spending in Wilaya III during this period experienced remarkable growth until independence.

Key words: Algerian revolution, Wilaya III, Algerian emigration, FLN Federation of France, funds.

E-mail de correspondance : Yazid Birouche : yazidbirouche@gmail.com

Introduction :

Les dirigeants de la guerre de libération, ont compris l'importance de l'argent dans le financement de la révolution. La wilaya III, dès le déclenchement de la guerre, s'est mise à concevoir une stratégie pour permettre l'enrichissement de ses caisses. Les leaders de la région, ont procédé à la collecte d'argent. Des liens directs étaient entretenus avec les riches et les commerçants de la région, les sommes d'argent collectées, n'étaient pas suffisantes pour pouvoir surmonter la crise financière. La situation, reste ainsi jusqu'à ce que, les congressistes aperçoivent l'importance d'inclure l'émigration algérienne dans les cotisations. Le nombre d'Algériens établis en France, était de 211 000 à la veille de début de la guerre. Cet effectif, principalement constitué d'ouvriers, était capable de rehausser les caisses du FLN. Des millions d'anciens francs français, étaient amassés au cœur de la métropole pour les transférer dans les caisses du FLN. La situation financière, de la wilaya III a connu de la prospérité à partir de 1957 jusqu'après l'indépendance.

Ceci nous conduit, à soulever la problématique suivante : comment l'émigration algérienne en France a-t-elle participé au financement de la wilaya III ?

1. L'émigration algérienne en France ; un résultat du colonialisme.

L'occupation française de l'Algérie a engendré un flux migratoire important dès la fin du XIX^e siècle. Des Algériens, vivant dans une précarité surtout économique, infligée par la politique coloniale, quittent le pays à la recherche du travail pour subvenir aux besoins de leurs familles. L'émigré de cette période résulte d'une décision prise par la famille *Habitus paysanne*, qui choisit une personne, afin de surmonter l'instabilité économique dans laquelle elle vit « *L'homme dont la fonction essentielle et bientôt exclusive était d'émigrer afin de pourvoir en argent liquide* » (Sayad, 1999, p. 31). L'émigration algérienne vers la France était née de la division sociale du travail, travailleurs de l'intérieur/travailleurs de l'extérieur. Ces derniers étaient convoités par la famille paysanne, pour la gratification des besoins économiques.

En pleine révolution industrielle, la France avait eu besoin de plus en plus de mains d'œuvres, avait adopté une stratégie politico-économique, reposant sur le recrutement des sujets provenant de ses colonies. Le flux d'émigration algérienne, dès lors, avait connu une augmentation marquante. Arrivant en métropole, une grande partie des émigrés avait été embouchée dans de différentes firmes raffinerie Say, à la Compagnie des Omnibus et sur les chantiers du métropolitain à Paris, les usines Michelin, dans les mines du Pas-de-Calais, les industries lyonnaises et sur les docks du port de Marseille...etc.

Dès 1912, une enquête sérieuse sur le phénomène migratoire avait estimé à 5 000 le nombre des Algériens employés en métropole, dont un millier à Paris. L'application de lois, au détriment des indigènes, avait fait augmenter le nombre des émigrés en métropole, essentiellement originaire de la Kabylie.

L'apport de l'émigration algérienne en France dans le financement de la wilaya III

Le nombre des Algériens émigrés en France avait cru au fil des années « *on dénombre de 1915 à 1918 78 056 Algériens* » (Stora, 1992, p.14). Dès lors, des communautés algériennes avaient commencé à voir le jour, un lien de solidarité s'était tissé entre les membres de ces communautés pour se constituer en un seul pôle. Progressivement, les travailleurs algériens en interaction avec leurs homologues français à tendance communiste et anarchiste avaient acquis une conscience politique.

Désormais, plusieurs partis politiques nationalistes étaient nés. Le nationalisme algérien avait pris une ampleur au cœur de la métropole, avait songé à l'émancipation et au droit à l'indépendance. Dès 1924, l'émir Khaled avait donné des conférences sur le nationalisme auprès des émigrés algériens. Messali Hadj avait fondé plusieurs partis politiques, l'Étoile nord-africaine **ENA** en 1926, le Parti du peuple algérien **PPA** en 1939, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques **MTLD** en 1946, et le Mouvement national algérien **MNA** un mois après le déclenchement de la guerre de libération. Toutes ces tendances nationalistes avaient compris l'importance de l'émigration dans le financement de leurs diverses activités, que ce soit en métropole ou en Algérie. Des millions d'anciens francs français étaient amassés au cours des décennies qui précédèrent le déclenchement de la révolution et l'émergence du **FLN** en 1954, et de la fédération de France du **FLN (FF.FLN)** à partir de 1955 comme seuls acteurs de la révolution. Cette dernière eut joué un rôle capital dans le financement de la révolution en place.

2. La fédération de France du FLN ; à l'origine de la structuration des émigrés durant la guerre de libération 1954-1962 :

Après 124 ans d'occupation française de l'Algérie, suite à de nombreuses résistances sans aboutir à l'indépendance, le **FLN** s'émergea. Issu de la crise **PPA-MTLD**, des leaders politiques décidèrent de passer à l'action, la révolution était devenue à priori, l'ultime alternative qui s'offrit au peuple algérien pour retrouver la liberté.

À la veille de déclenchement de la guerre de libération en 1954, « *le recensement dénombre 211 000 algériens en France* » (Stora, 1992 p. 105). Pour le **FLN**. Cet effectif extérieur était un second front. L'argent est le nerf de la guerre, les émigrés algériens étaient majoritairement constitués d'une classe ouvrière capable de souscrire une cotisation considérable et régulière. Économiquement plus ou moins aisés, sont devenus une source de financement solide, pour subvenir aux besoins de la révolution en cours.

En 1954, le parti politique **MTLD**, dirigé par Messali Hadj vient d'être dissous. D'anciens militants appartenant au courant Messaliste décidèrent de ne pas soutenir leur ancien chef et rejoignirent le **FLN**. En 1955, au Luxembourg, Boudiaf rassembla plusieurs Algériens auxquels il donna quelques perspectives, sur la nécessité de prôner la lutte armée. Pour le même objectif, lors de son voyage en Suisse, il rencontrera Mourad Tarbouche, ancien responsable régional du **MTLD** ; ce dernier était investi par Boudiaf pour instaurer avec d'autres militants les premières cellules du **FLN** en France « *en Suisse, vient de constituer le premier noyau de la fédération de France du FLN, Autour de Terbouche l'on trouve Ali Mahsas, l'ingénieur Mohamed Zerrouki et l'étudiant Larbi Madhi, ainsi qu'Abderrahmane Guerras... Ahmed Doum rejoint Paris pour se mettre à la disposition de Terbouche* » (Haroun, 1986, p. 18). Après quelques mois, d'autres militants

adhèrent. L'objectif de la création de la **FF. FLN**, se cristallise sur deux points majeurs ; structuration des émigrés en métropole, financement de la révolution.

Dans ces premières années, la Fédération de France du **FLN** connut d'énormes obstacles, arrestation massive de ses membres, légitimité de la **FF. FLN** en tant que représentant unique des émigrés face au courant Messaliste. Messali, après la scission du **MTLD**, créa en décembre 1954 le **MNA** s'opposant au **FLN** ; « *les dirigeants du mouvement national algérien en France se sont mis dans la tête l'idée criminelle de freiner la résistance* » (Haroun, 1986, p. 20), les apôtres de Messali continuèrent de convaincre les émigrés de cotiser en faveur de leur chef. La rivalité entre le **FLN** et le **MNA**, pour convaincre les émigrés de cotiser en faveur de chacun de ces deux partis frère-ennemis, était alarmante sur les différents territoires Français.

Après la résolution du congrès de la Soummam le 20 août 1956, le CCE issu de cette réunion, devint l'organe central de la direction du **FLN**. Ce nouvel organe du **FLN** prendra le contrôle sur l'émigration; « *Le CEE d'Alger... s'impose alors comme la structure représentative pour les immigrés algériens en France* ». (Stora, 1992, p. 115).

Abane s'inquiéta de devenir de la fédération après une vague d'arrestation successive de ses membres et la concurrence avec le **MNA** dans la course à la cotisation des émigrés. En 1957, il désigna Omar Boudaoud en tant que responsable de la fédération « *Ma mission, telle que définie par Abane Ramdane... contrôler l'émigration algérienne en France, renflouer les caisses de FLN* » (Boudaoud, 2007, p.104).

Pour des raisons essentiellement politiques, d'anciens militants **MTLD** adhèrent au **FLN**, connurent l'ancien découpage de la métropole en wilaya, région... etc. ces nouveaux adhérents, en guise de leurs connaissances de la division déjà établie par les Messalistes, avaient facilité la tâche de contrôle du **FLN** sur la métropole « *L'organisation FLN en métropole a conservé sensiblement la même structure que le MTL* » (Stora, 1992 p.116). Maintenir le découpage jalonné par les Messalistes était une stratégie du **FLN** en elle-même, ceci explique la maturité des dirigeants du front, à ne pas chambouler l'organisation des émigrés, faciliter la structuration et les cotisations.

Le plan du découpage de la métropole n'était pas fortuit, il prend en considération la densité de la concentration des travailleurs algériens qui étaient une source de finances pour la survie du front et de ses différentes institutions. Selon Stora, jusqu'en 1957, le pays était divisé en cinq régions par le **FLN** :

- Région parisienne et Ouest (Paris),
- Région Nord et Est (Longwy),
- Région centre (Lyon),
- Région sud-est (Marseille),
- Région sud-ouest, encore inorganisée en 1956. (Stora, 1992 p .116).

À cette division en région, s'ajoute jusqu'en 1959 / 1960, une division en six wilayas :

L'apport de l'émigration algérienne en France dans le financement de la wilaya III

- Wilaya I = Paris Centre — wilaya II = Paris Périphérie
- Wilaya III = Centre (Lyon) — wilaya III bis = Sud (Marseille)
- Wilaya IV = Nord-Est — wilaya IV bis = Nord

En 1961/1962, une wilaya supplémentaire s'annexe aux autres wilayas, donnant lieu à ce découpage définitif :

- Wilaya I = Paris Périphérie — wilaya I bis = Nord-Ouest
- Wilaya II = Paris Centre — wilaya III = Centre
- Wilaya III bis = Sud — wilaya IV = Nord
- Wilaya IV bis = Nord-Est (Colin-Jeanvoine et Derozier 2008, p. 31).

3. La fédération de France du FLN ; un rôle majeur dans le financement de la wilaya III.

Trois ans marquèrent le déclenchement de la guerre de libération, les dirigeants du **CCE** soulignèrent la nécessité de restructurer les émigrés. Après deux ans, sur la création de la **FF.FLN**, les finances étaient toujours amoindries. L'accroissement des finances, de la wilaya III par la fédération n'a connu de prospérité qu'à partir de 1957-1958, dates qui marquèrent la désignation de Boudaoud en tant que responsable de la **FF.FLN**, la création du gouvernement provisoire de la République algérienne **GPRA**, et la réussite du quadrillage des territoires métropolitains.

La contribution de la fédération au financement de la révolution dans toutes les wilayas de l'Algérie compris la wilaya III est remarquable. Des témoignages véhéments, confirment que 80% du budget du **GPRA** s'émane de la **FF.FLN**. Elle a déployé tous les moyens nécessaires pour le ravitaillement de la révolution en place. Dans son livre sur la 7^e wilaya, Ali Haroun postule que « *la wilaya III, comme toutes les autres wilayas, reçoit mensuellement une somme de 50 millions de Paris* » (Haroun, 1986 p. 317).

La logistique adoptée par la fédération dans ses opérations de financement était pertinemment réfléchi. À l'extérieur, c'est aux porteurs de valise que revient la tâche essentielle de transférer l'argent dans les différentes banques, dont le front dispose de comptes. À l'intérieur, c'est par la création des agents de liaison que l'argent parvient à atteindre la wilaya III « *l'apport financier émanant de la fédération de France, par liaison spéciale, directement transféré à la wilaya 3, permettait au comité de subvenir aux dépenses* ». (Azouaoui, 2009, p. 220). Ces liaisons ont joué un rôle important dans le financement de la wilaya III.

Le processus de financement est soigneusement élaboré. Après qu'il a affranchi les frontières tunisiennes ou marocaines, l'argent destiné à la wilaya III arrive à Menir, agent de liaison, grossiste en fruit

et légume à Belcourt ; de son côté, celui-ci reverse cet argent au lieutenant Si Tayeb, commandant de la zone III, wilaya III.

La lettre envoyée par le colonel Mouhand Ouelhaj, qui date du 5 février 1961, en réponse à la fédération qui persiste de nouveau sur la création des agents de liaison, atteste de la volonté de cette dernière de perpétuer le financement de la wilaya III. Ci-joint la lettre ;

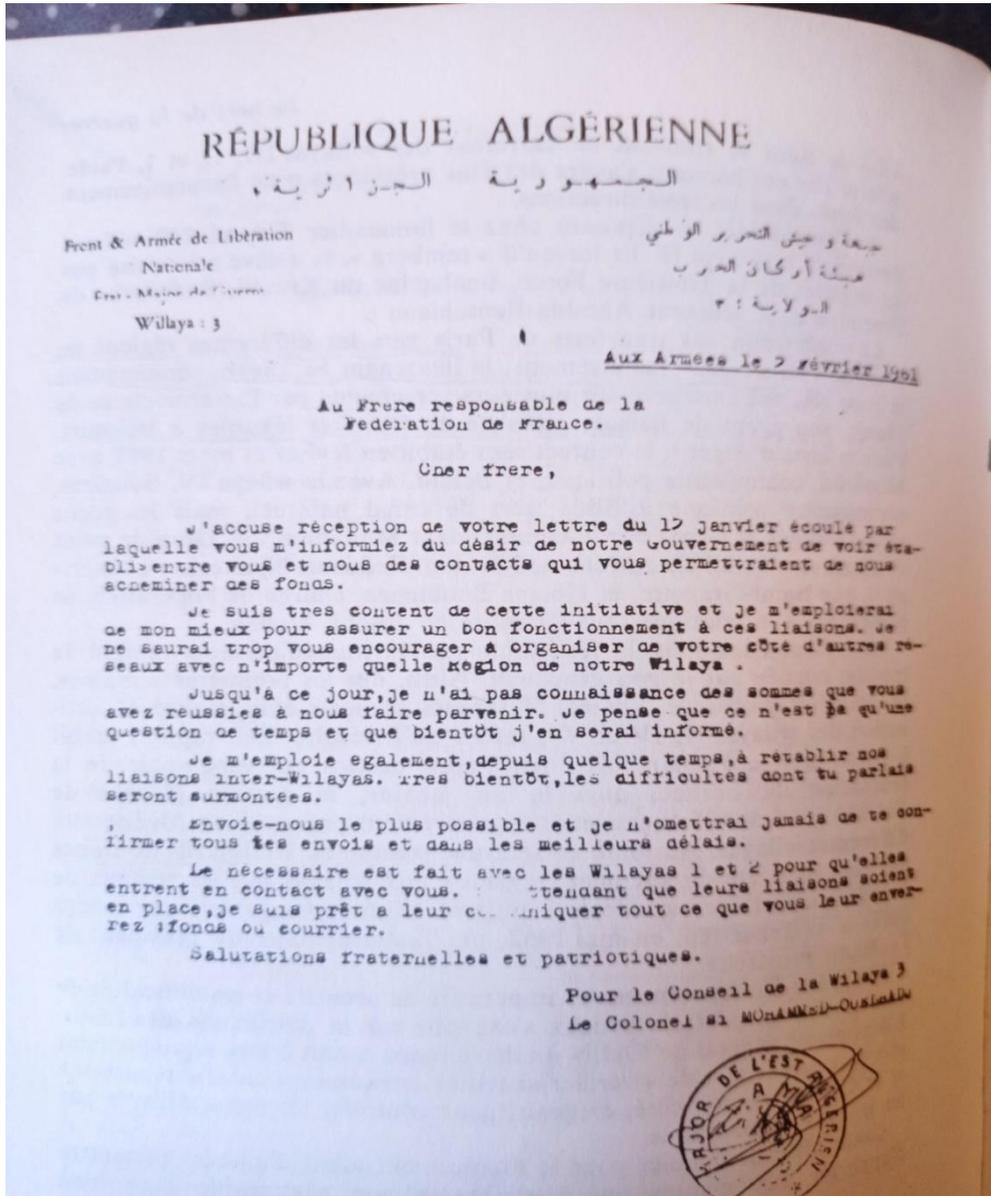


Figure 01 : La lettre envoyée par le colonel Mouhand Ouelhaj

4. Les émigrés et le financement de la wilaya III :

Dans les premières années de la guerre de libération 1954-1955, avant la résolution du congrès de la Soummam, le fond dont le FLN disposa pour déclencher la révolution était en elle-même une question capitale. La caisse du front ne couvrit pas totalement les dépenses pour faire face au colonisateur. Les sources de la wilaya III étaient donc limitées. Krim Belkacem, premier chef de cette région ; « s'est appuyé sur son réseau de militants fidèles pour approvisionner le maquis à partir des villages... il a sollicité les riches et les commerçants pour apporter de l'aide à la révolution en marche » (Ouattmani, 2015, p. 165).

L'apport de l'émigration algérienne en France dans le financement de la wilaya III

Avant la naissance du **FLN**, Messali et ses différents partis politiques étaient très représentatifs en wilaya III. Il mena sa politique en exil et fonda la première fédération en métropole. L'objectif était centré sur la cotisation des émigrés et le financement de ses activités en France comme en Algérie. Une somme d'argent, à la veille de la guerre de libération, était utilisée par Krim ; « *En Grande-Kabylie, Krim avait gardé par-devers lui les cotisations du courant messaliste* » (Colin-Jeanvoine et Derozier, 2008, p. 35). La somme d'argent, investie par Krim au début de la révolution, demeure méconnue. D'ailleurs, il n'existe pas ou peu de données scientifiques disponibles sur les finances provenant des courants messalistes, avant et pendant la guerre de libération. En revanche, l'argent des messalistes était l'argent des émigrés algériens, cotisé en métropole. Il n'y a pas, deux historiens qui polémiquent sur l'idée que 80% du budget de la révolution est l'argent de l'émigration.

Les comités de village, notoire pour la place qui occupe au sein de la société, de leur côté ont participé activement aux différentes opérations financières dans la région dans les premiers mois « *dès le déclenchement, avant même que ses structures se soient solidement organisées, les cotisations sont transmises directement par l'intermédiaire des comités de village en Kabylie* » (Boudaoud, 2020, p.229). Une part d'argent, provenant des émigrés, dans des lettres destinées à leurs familles, était récupérée par les comités de village et transmise ensuite à l'armée de libération nationale (**ALN**).

De 1959 jusqu'en 1961, plusieurs lettres étaient adressées directement aux émigrés, leur réclamèrent de verser l'argent. Ces lettres émanèrent principalement de la wilaya III, « *une lettre qui date du 15 février 1961, émanant de Si Tahar, wilaya III, Zone 2, Région 4, adressée aux Algériens travailleurs en métropole, originaires des villages El Flay, El maadi, izghad, ait daoud, ait ou belaid, ait chetla, mexenes, tighilt* » (Haroun, 1986 p. 309). Ceci confirme, l'initiative prise par l'**ALN**, à solliciter directement les émigrés algériens, de bien vouloir participer au financement des *moudjahidine* de la wilaya III, les sommes d'argent transmises constituèrent une question majeure.

L'entretien avec *Moh flichy*, de son vrai nom Mohamed Ghafir, responsable de la région nord de la **FF.FLN** 1956-1962, certifie le lien existant entre l'**ALN** de la wilaya III et les émigrés. Cependant, toute opération financière était contrôlée par la **FF.FLN**. La seule période où cette dernière avait systématiquement ordonné aux responsables de l'**ALN** de la région d'entretenir un lien direct entre les émigrés et leurs douars d'origines, pour ravitailler la révolution en question, c'était en 1957. Ceci, après la mise en place des lignes Challe et Morice, des lignes qui veulent séparer l'intérieur de l'extérieur, étouffer la révolution en plein dynamisme. Car la France, vint de se rendre compte, que la révolution auquel elle fait face, était financée essentiellement par les émigrés, majoritairement ouvriers, leur salaire mensuel allant jusqu'à 70 000 francs, permet une aide financière importante pour la wilaya III. Un tel salaire à l'époque permet une double présence.

L'opération Jumelles avait mis la wilaya III dans une situation financière critique, de juillet 1959 à mars 1960, cette wilaya se trouva plus ou moins sous le contrôle de l'armée française. Le processus de financement de cette wilaya, quadrillé par la **FF.FLN** devint irréalisable. Les émigrés originaires de cette région ont réservé une somme d'argent importante, destinée directement à l'**ALN**. Moh Clichy, affirme que pendant ce temps-là, et bien avant l'opération Jumelles, des militants envoyèrent de l'argent, régulièrement et spécialement à l'**ALN**.

5. Les dépenses dans la wilaya III :

Les sources sur les dépenses dans la wilaya III sont variées. Elles nous parviennent du **CCE**, du **GPRA** (Ouatmani 2015), des archives du Service Historique de l'Armée de Terre **SHAT H1** (Colin-Jeanvoine, Derozier. 2008). Et d'autres, écrits, portant sur l'état des finances/dépenses dans la wilaya III durant la guerre de libération, telle que l'étude de Mahmoud Ait Meddour 2019.

L'apport de l'émigration algérienne aux dépenses dans la wilaya III est à ne pas négliger. Moh flichy témoigne, qu'un jour, le colonel Amirouche dit : « *le pain que vous mangiez vient de l'émigration, c'est grâce à ces émigrés, que nous continuons à se tenir debout jusqu'à présent* ».

Les dépenses dans la wilaya III sont variables selon les périodes. À la fin de 1956, les caisses de la région ne gratifièrent pas les besoins, elles connurent de prospérité au fil du temps « *elle dispose de seulement 445 millions de francs dans ses caisses. En 1957, le volume total de ses recettes s'élève à 1,798 milliards de francs pour atteindre près de 2 milliards en 1958, et les dons en représentent 68 % en 1957 et plus de 70 % en 1958.* » Mohamed Harbi (cité par Colin-Jeanvoine & Derozier, 2008, p.76). Cette augmentation des recettes et des dons à partir de 1957 s'explique par l'intégration des émigrés dans les cotisations. Si le montant envoyé mensuellement par la **FF.FLN** à la wilaya III, est fixé à 50 millions, on peut, estimer le total des finances durant ces deux années à 3, 7 milliards, sans prendre en considération l'argent qui échappe au contrôle de la fédération et envoyé directement à la l'**ALN**.

D'une part, c'est grâce aux archives de l'armée de terre que les modalités de dépenses sont devenues accessibles et quantifiables. Colin-Jeanvoine et Derozier démontrent qu'en 1958, ces dernières dépassent de 22 % le niveau atteint en 1957 et en février 1959 de 27 % le niveau de février 1958. Ainsi, les frais engendrés par les secours et les allocations semblent, à première vue, ne pas poser de problèmes dans cette région. Leur montant comme leur part dans les dépenses totales s'accroissent de manière assez régulière sur ces trois années. En février 1959, les allocations et secours atteignent 63,5% des dépenses totales (contre 40,2 % en février 1958) soit 94 millions de francs. Cependant, ce taux élevé ne peut être maintenu au risque de briser l'équilibre des finances. La Kabylie doit appliquer dès la fin de l'année 1959 les taux moins avantageux de 1958 pour sauvegarder un budget indépendant.

Les caisses de la wilaya III jusqu'en 1959 sont remplies, les dépenses connurent une remarquable augmentation. La réunion qui s'était tenue entre les membres du comité de la wilaya en début mars 1960, suite à l'appel du colonel Mohand Oulhadj, témoigne de l'exagération des dépenses. Les congressistes ont appelé à l'usage rationnel de l'argent et à la scission des abus.

D'une autre part, la situation financière de la wilaya III, particulièrement la zone III, région I est exhaustivement détaillée. Le **CCE** et le **GPRA** détiennent à l'époque, le bilan financier de chaque opération finance/dépense dans ses moindres détails. À titre d'exemple, le bilan de région, effectué en mars /juillet 1962, explique en pertinence, les particularités de chaque opération financière survenue. Tout était marqué, même les petites dépenses quotidiennes sont signalées le nombre, la figure des cotisants et les recettes. Le nombre des mousseblines est au total de 378 pour la région I. les entrées, sont estimées au mois de juillet à 12 420 970.

L'apport de l'émigration algérienne en France dans le financement de la wilaya III

Le service de l'intendance fut créé en 1957 par le **CCE**, a sous sa direction des hommes cultivés, connaisseurs de domaine. Sa mission était comme le souligne Salah Mekacher (cité par Ouatmani) :

« En premier lieu, dans le paiement pour l'achat des denrées alimentaires consommées par nos unités dans les villes et les villages, ou stockées dans des casemates. En second lieu, ces frais couvraient les achats de produits pharmaceutiques, d'habillements, de chaussures, de vêture, linge d'hiver et de toile écrue pour nos ateliers de couture, en zone interdite. Enfin, ils couvraient aussi les achats pour le service de presse : papier, duplicateur, encre grasse, machines à écrire ...etc. Lorsque le commandement décida de récupérer les armes fixées sur les véhicules blindés de l'ennemi, l'ALN acheta aussi de l'outillage, par ailleurs, elle opéra aussi, un dédommagement aux particuliers qui ont mis, à notre disposition, des bêtes de somme : mulets ou chevaux, ânes ...etc ». (Ouatmani, 2015, p.169).

On constate que, les grandes dépenses sont faites par ce service, il occupe une place importante pour le **FLN** en matière de la logistique des fonds, on estime ses dépenses à 4 913 4991 pour le mois de mars, et 7 627 637 pour le mois de juillet.

Les congressistes de la Soummam ont soigneusement étudié le volet des finances qui accompagna la révolution « *ils ont décidé de fixer des soldes mensuelles pour toute personne ayant de près ou de loin un rapport avec la guerre* » (Ait Meddour, 2019, p. 5). L'étude d'Ait Meddour, explique finement les soldes attribuées à chaque catégorie appartenant à l'**ALN** :

Le djoundi : 1000 frs.

Le djoundi El Aouel : 1200 frs.

Le sergent : 1500 frs.

Le sergent-chef : 1800 frs.

L'adjudant : 2000 frs.

L'aspirant : 2500 frs.

Le sous- lieutenant : 3000 frs.

Le lieutenant et le capitaine : 4000 frs.

Le commandant : 4500 frs. (Ait Meddour, 2019.p. 6). Selon Salah Mekacher, Le solde du colonel, est estimé à 5000 frs

Les soldes attribués par le **FLN** ne se résument pas seulement à ceux qui ont intégré la révolution. Diverses catégories sociales, ont bénéficié des allocations mensuelles telles que, les familles des chouhada. Progressivement, le FLN intériorise les « *maquisards, moussebeline et victimes civiles de la répression à raison de 1000 frs par personne ...Des primes diverses liées aux évènements familiaux sont versées également, à l'instar des primes de mariage de montant de 3000*

*frs et des primes d'accouchement de montant de 5000 » (Ait Meddour, 2019,p.8). Les dépenses, survenues dans la wilaya III, sont d'une grande importance, le **FLN** s'est engagé complètement à couvrir les besoins financiers de cette wilaya, vu sa place dans la lutte pour la libération.*

Conclusion :

L'émigration algérienne en France a joué un rôle important dans le financement de la wilaya III durant la guerre de libération, que ce soit par la fédération de France du FLN ou par les émigrés eux même. Des sommes colossales d'argent, étaient convoitées par les agents du FLN en métropole auprès des émigrés et transmissent en Algérie. La wilaya III, bénéficie comme toutes les autres wilayas d'une somme d'argent spéciale estimée à 50 millions/mois. La raison de l'émigration algérienne en France, est économique. Les travailleurs de l'extérieur, essentiellement kabyles, sont censés faire rentrer de l'argent liquide pour venir en aide aux travailleurs de l'intérieur. L'idée d'envoyer l'argent, est ancrée dans la conscience de l'émigré, elle était la seule raison à cette époque de son émigration. Cette particularité, que l'essentiel de l'émigration algérienne en France est kabyle, a joué à la faveur de la willaya III durant la révolution. Des sommes importantes d'argent, sont envoyées directement par les émigrés à l'ALN de la région.

Témoignage

1. Entretien avec Mohamed Ghafir, 2022.

Bibliographie

Ouvrages (Livres et articles) :

1. AIT MEDDOUR, M. (2019). « Les finances dans la wilaya III durant la guerre d'Algérie », The Algerian Historical Journal 283-296. Volume: 3-N: 02.
2. AZOUAOU, A. (2009). Jumelle le déluge en Kabylie, Édition El –Amel.
3. AZOUAOU, A. (2020). Guerre d'Algérie déboires et trahison, Édition El-Amel.
4. BOUDAUD, O. (2007). DU PPA AU FLN, Mémoires d'un combattant, Alger, casbah Éditions.
5. COLIN-JEANVOINE, E. & DEROZIER, S. (2008). Le financement du FLN pendant la guerre d'Algérie 1954-1962, ÉDITIONS BOUCHENE.
6. HAROUN, A. (1986). La 7e willaya la guerre du FLN en France 1954-1962, édition du seuil.
7. OUATMANI, S (2015). « L'histoire de la wilaya III à travers ses archives, un exemple : le service financier, » dans : Aissa Kadri, Moula Bouaziz et Tramor Quememour (dir), la guerre d'Algérie revisitée : Nouvelles générations, nouveaux regards. Paris : Éditions Karthala.
8. SAYAD, A. (1999). La double absence, des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré
9. STORA, B (1992). Ils venaient d'Algérie, l'immigration algérienne en France 1912-1992, Fayard.